

**BALBUTIEMENTS DE LA “RENAISSANCE” AFRICAINE OU
SOMALISATION?
ENJEUX ECONOMIQUES INDIVIDUELS, REGIONAUX ET
INTERNATIONAUX D’UNE GUERRE**

par Stefaan Marysse

Abstract

The interpretation, motivations, issues and possible outcomes of what Susan Rice has called «*the first international African war*», can be understood by the way this war is being financed. It can be interpreted as the necessary growth pains of a continent forging its own future (the African renaissance thesis) or as a long period of instability characterised by imploding states and declining human development (the Somalisation thesis). The final thesis is the international complot theory whereby core countries, manipulating local elites, are acting behind the scene to foster their own economic interests. The economic marginalisation of the continent does not support this thesis, although the interplay of certain international interests and powerful individual African interests are not absent from the war scene. The different official discourses and legitimations of the different African actors are known. The Kabila regime and its allies defend the integrity of the territory from invading forces and Africa (the rationale for the allied forces) must be free from illegitimate contestors of power by the means of arms. The rebellion/invasion forces propagate that they are fighting for more democracy (the rebellion) whereas the Rwandan and Ugandan forces allege that they invade in order to secure their borders. Our thesis is that individual local and regional economic interests are, however, dominating this war and that the future of the conflict to a large extent depends on the mechanisms for financing this war.

These mechanisms differ depending on the legal status and institutional environment of the actors. The Kabila regime and its allies are all governments that are in power and can thus draw on different instruments. Firstly they can use monetary and budgetary means to finance the cost of the war. Kabila, after a year of monetary orthodoxy, returned to the old Mobutu trick and curtailed the autonomy of the national bank to control (expand) money creation and devise legal means to convert this national money in hard currency. Next, they also tried (largely in vain) to control fraudulent diamond exports. Thirdly, Kabila sought international loans from rather dubious origins as “normal” international capital markets find investing in the Congo too risky. Finally Kabila’s allies are largely paid in “kind” by means of onerous trade contracts and mineral concessions, although the cost borne by the allies can also be substantial. This is especially the case for Angola which has of course a genuine national interest to defend, by choking off its Unita rebellion.

On the side of the rebellion/invasion forces things are different. The rebellion, to a limited extent, is financed by “donations” from its constituent members who like Bemba, but also old Mobutu-friends, still have some funds to draw on. The largest part of the war burden is, however, financed by the scramble for the new diamonds finds in the region of Kisangani.

This is also an important source of financing for the invading troops and the main cause for the vitriolic relations between the Ugandan and Rwandan military staff. Of course, the invading troops also have other means. Besides military expenditure officially budgetted by these governments an important part of responsibility rests with the international donor community which treats Uganda but especially Rwanda as a special case opening up the avenue of international aid without much of a control on its use.

1. INTRODUCTION : LA THESE DE L'AUTRE AFRIQUE A L'EPREUVE

Une thèse bien ancrée dans la conscience collective congolaise et de bien d'autres nations africaines est que le continent est internationalement convoité à cause de ses richesses. Toute crise politique aiguë menant à des conflits pourrait donc être expliquée à partir d'intérêts internationaux occultes qui manipuleraient les nationaux afin d'assouvir leur soif de richesses ou d'asseoir leur pouvoir. Cette thèse s'avérerait utile à comprendre, au-delà des discours civilisateurs, des autres mobiles moins nobles d'intervention, de domination et de (néo)colonisation. Il peut cependant être erroné de supposer que ce qui se vérifiait hier doit forcément l'être aujourd'hui. Cette thèse géopolitique refuse d'envisager d'autres enjeux et des responsabilités nouvelles. Cette prise de conscience nouvelle est bien formulé par l'ancien premier ministre Ngoupande de la République Centrafricaine «*il est temps que nous cessions de rejeter systématiquement sur le monde extérieur toute la responsabilité de nos errements...ce discours facile nous infantilise, il nous endort et il est la cause majeure de notre marginalisation*»¹.

Cette marginalisation de L'Afrique Sub-Saharienne (ASS) au niveau international se vérifie malheureusement. La part de l'ASS dans le commerce international était tombé de 3% à 1,5% début des années 90. Les investissements étrangers avaient atteint le niveau insignifiant de 900 millions d'USD en 1990. Ils étaient encore de 2,5 milliards d'USD au début de la décennie. Son produit régional brut était à peu près celui de la Belgique avec 10 millions d'habitants. Pire encore, la production vivrière en 1995 était inférieure à celle de 1970. En comparaison: pour tenter de contrer la crise financière de la Corée du Sud en 1998 qui mettait en danger le système international financier, la communauté internationale approuvait un pactole de sauvetage de 156 milliards de dollars. En comparant cette somme au compte-goutte d'allègement de la dette africaine (dette totale de 14 milliards de dollars), il est aisé de comprendre que l'ASS pèse (économiquement) peu dans le monde. Vu sous cet angle, la première guerre internationale africaine serait moins le résultat d'une mainmise

¹ *Jeune Afrique*, septembre 1996.

internationale sur les richesses africaines que le revers de médaille de la thèse de "l'autre Afrique". Cette thèse soutient que les chefs nationaux scellent de nouvelles alliances: ils ont en tête une Afrique qui fait table rase des régimes néo-coloniaux ancien style. Leur autonomie s'est accrue de manière évidente face au désengagement des anciennes puissances coloniales qui ne veulent (ou ne peuvent) plus intervenir militairement. Ces nouveaux leaders africains ne se laissent plus dicter le régime politique (démocratie-non party system) à adopter et ils refusent l'interférence inconditionnelle des organisations des droits de l'homme².

En novembre 1997, j'écrivais que cette nouvelle autonomie et alliance entre chefs africains était relative et fragile. «*Elle est relative parce qu'il est certain que sans appui plus ou moins couvert de l'extérieur (intérêts miniers, Etats-Unis, institutions financières internationales) la guerre n'aurait pas pu aboutir. La nouvelle alliance politique africaine est ensuite fragile parce que les agendas, les stratégies, les intérêts et les trajectoires socio-politiques sont très divergents et parfois contradictoires*³».

Cette analyse s'est malheureusement vérifiée. Le président Kabila a dû choisir, se trouvant entre l'enclume (le besoin de légitimité interne) et le marteau (une armée et une politique extérieure soumises aux exigences du Rwanda et l'Ouganda). Une nouvelle guerre en était la conséquence. Là où il a surpris ami et ennemi, c'est par la mobilisation de troupes africaines étrangères en très peu de temps. Si l'utilisation du terme "renaissance africaine" utilisé par l'administration américaine et par le dauphin de Mandela, T.Mbeki est, certes, un euphémisme, il est certain qu'une nouvelle ère africaine s'annonce mais le terme "douleurs d'enfantement" serait plus approprié pour décrire cette nouvelle ère et ce processus pénible dans lequel l'Afrique essaie de maîtriser son avenir.

Ce qui suit essaiera de montrer et de systématiser quelques aspects de cette nouvelle guerre, notamment comment les acteurs de cette première guerre internationale africaine financent-ils cet effort de guerre? Puisque ces données sont camouflées le plus possible, une grande marge d'erreur et de spéculation est inévitable. Ces "secrets d'état" sont bien gardés et ce, pour plusieurs raisons: la livraison et financement d'armes en blanchissant l'argent de sources suspectes, la "fongibilité" des fonds d'aide (Rwanda) ou du budget national (Zimbabwe), l'utilisation de la planche à billets (Congo), etc. sont autant de mécanismes qu'il ne convient pas de révéler au grand public ni aux bailleurs de fonds.

² MARYSSE,S., "La libération dans le contexte de la mondialisation", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1997-1998*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp.209-230.

³ MARYSSE, S., *op. cit.*, p.210.

On ne saura probablement jamais toute la vérité sur les sources de financement, pourtant, cette vérité peut démontrer les vrais mobiles des agents engagés dans une guerre. Ici seront ébauchés provisoirement ces mécanismes de financement et des coûts subis par la population, d'abord pour la RDC, ensuite, en ce qui concerne la rébellion. Cette dernière est, selon les sources, la feuille de vigne qui couvre l'invasion du Rwanda et de l'Ouganda ou, l'opposition interne armée qui s'insurge en invitant l'aide militaire de nations "amies". En tout état de cause, puisque le sort de ces nouveaux alliés dans un contexte géographique contigu y est tellement lié, ils seront traités dans le même point. Ensuite seront analysés les problèmes autour du financement de l'effort de guerre dans les pays alliés de Kabila. L'article se clôturera sur l'absence (relative) et le silence international à propos du conflit qui ravage l'Afrique centrale et qui risque de faire tâche d'huile. Cette absence est-elle réelle, et, dans quelle mesure les intérêts géo-politiques se sont-ils estompés et mués? Est-ce que cela explique ce silence international? Bref, l'Occident agit-il comme spectateur de plus en plus désengagé ou comme souffleur regardant de très près les acteurs, ajustant le contenu au fur et à mesure que se déroule le drame?

2. MOBILES, COÛTS ET FINANCEMENT DE LA GUERRE DE KABILA AU CONGO

2.1. Positions militaires des alliances en février 1999 et besoins de financement

Après six mois de guerre (cet article est écrit au mois de février 1999), le front semble se figer et toute spéculation sur le déroulement au *plan militaire* serait hasardeux. Après le renvoi par Kabila des soldats rwandais et de l'état-major (James Kabarehe) en juillet 1998, une réaction bien préparée se déclenche rapidement. Deux fronts sont ouverts en même temps par une alliance de forces rwandaises et ougandaises (qui nient d'abord toute ingérence) et un rassemblement d'opposants internes à Kabila.

Cette invasion/rébellion se fait l'ennemie de la population Kinois. En effet, en coupant l'électricité et l'approvisionnement de Kinshasa en août-septembre 1998, toute personne associée de près ou de loin aux rwandais (tutsi) est déclarée ennemi n°1 des Kinois. En maudissant les amis d'hier et en gagnant le soutien militaire du Zimbabwe et de l'Angola, Kabila gagne la bataille du front de l'Ouest et, en même temps, la légitimité de la majorité des Kinois. Cependant, sur le front de l'Est, plus d'un tiers du territoire serait contrôlé par les troupes de l'invasion/rébellion. Dans le Nord, en province de l'équateur, Gemena serait tombé dans les mains d'une alliance entre le fils Bemba (à la tête du Mouvement pour la libération du Congo, MLC) et des troupes

Ougandaises. Ces dernières, officiellement pour sécuriser leurs frontières, se fraient un couloir de 1.250 km à l'intérieur du Congo⁴. Au centre, ils contrôlent Kisangani et les couloirs de transport et de ravitaillement militaires et autres avec Kigali et les importantes villes du Kivu. A la fin du mois de janvier, Lubao, la porte du Kasai et de la région diamantifère, tombe dans les mains de la rébellion/invasion⁵. Au Sud, ceux-ci sont à la porte de la province du Katanga où ils contrôlent la région des Grands Lacs.

Il faut cependant nuancer la percée militaire de l'invasion/rébellion. Tout d'abord, le contrôle en territoire libéré/occupé est relatif parce que les forces rebelles contrôlent les villes et les grands axes routiers. Au Kivu par exemple, la campagne est plutôt le terrain des opposants, ç.à.d. des Mai-Mai, et même dans les villes l'emprise des rebelles a très peu d'assises populaires. Ensuite, le terrain gagné est relatif parce que l'invasion/rébellion est déchirée au plan interne et il a fallu l'intervention de Museveni pour assembler cet ensemble d'oppositions hétéroclites. Cette intervention au le mois de janvier n'était que la partie visible de l'iceberg. Non seulement les rebelles congolais se disputaient les compétences et les postes au sein de leur groupe, mais en plus, les soldats Banyamulenge à Uvira entraient en confrontation violente avec leurs alliés rwandais à qui étaient reprochées les exactions sur la population et sur les Banyamulenge⁶. Dans une conférence de presse à Bruxelles le vendredi 19 février 1999, Z'Ahidi N'Goma, l'un des leaders des rebelles, rompt catégoriquement avec les rebelles qui, selon lui, ne sont plus animés par la bataille contre un nouveau dictateur mais dans ses paroles: «*Le RCD (Rassemblement Congolais pour la démocratie) est un groupe maffieux dans le plein sens du terme. Nous avons à faire à des gens dont le seul combat est le pillage et la poursuite de l'intérêt propre*»⁷. De son côté, Kabila n'envisage plus de négociation, ce qui signifie qu'il pense encore pouvoir gagner au plan militaire. Deux inconnues qui ne sont pas contrôlées par Kabila vont cependant peser lourd sur cette supposition.

D'abord, une victoire militaire dépend de l'appui militaire de l'Angola et du Zimbabwe et de leur volonté de continuer à s'engager dans la guerre de l'Est. Pour le Zimbabwe cela paraît inconcevable. Le président Mugabe - qui, certes, a pris cette décision de manière constitutionnelle mais quasiment sans consultation - se heurte de plus en plus à une opinion publique qui critique cette "aventure" vu les difficultés et les priorités budgétaires intérieures. L'Angola de Dos Santos, qui avait coupé les bases arrières de Savimbi en s'alliant à Kabila, a vu une recrudescence de la guerre civile.

⁴ BAPUWA MWAMBA, *Jeune Afrique Economie*, 18-31 janvier 1999.

⁵ *Le Potentiel*, Kinshasa, 31 janvier 1999.

⁶ "Les soldats Banyamulenge chassent les Rwandais à Uvira", *Forum*, Kinshasa, 27 janvier 1999.

⁷ *De Standaard*, Brussel, 19 februari 1999.

L'Unita de Savimbi, qui avait profité de l'accord de paix pour se réarmer, a repris le combat. Elle contrôle pour le moment un corridor le long de la frontière avec le Congo jusqu'à 100 km de Matadi. Dès lors, le président Dos Santos aura beaucoup de préoccupations militaires à l'intérieur du pays. Cette volonté de se désengager militairement des alliés de Kabila s'est déclarée tout au long des essais de négociation et pour parler afin d'arriver à un cessez-le-feu et à un accord de paix entre les pays belligérants (conférences de Vic falls, Harare, Windhoek, Paris, Lusaka etc). Au plan militaire, les deux camps présentent des failles et aucune alliance ne peut imposer sa solution militaire. Cependant, cette guerre s'enlise et se métamorphose en une espèce de balkanisation ou de somalisation où, d'un côté, des groupes hétéroclites cherchent la fortune et font feu de tout bois et, de l'autre, des états tiers pénètrent au sein du territoire sans le contrôler vraiment. Le coût se traduit par une terrible régression économique où la population paie toujours le prix.

Evaluer le besoin de financement est difficile à chiffrer mais il est possible de donner une idée approximative et une évaluation minimale en comptant le nombre de troupes engagées et leur paiement de solde.

Tableau 1: estimation des dépenses en personnel militaire dans la guerre en République démocratique du Congo

PAYS	NOMBRE DE MILITAIRES ENGAGES	SOLDE MENSUEL MOYEN (USD)	DEPENSES PERSONNEL MILITAIRE (EN MIO D'USD PAR AN)
RDC /FAC	60.000	100	72
Angola	4.000	400	19
Zimbabwe	8.500	400	40.8
Tchad	1.000	?	
Namibie	300	800	2.8
Total RDC et alliés	73.800		134.6
Rebelles RCD/MLC	60.000	100	72
Uganda	6.000	600	43.2
Rwanda???	10.000???	400???	48
Total Rebelles/invasion	66.000		163.2

Pour la RDC, les seules dépenses des soldes militaires des FAC représentent déjà 25% du budget national. Le gouvernement Kabila doit non seulement payer ses soldats mais, également, l'équipement des FAC et, en outre, supporter les dépenses

militaires de ses alliés –à savoir par exemple les 53 mio d’USD pour l’offre de matériel militaire par le Zimbabwean Defence Industries⁸, les 17 millions d’USD payés au Zimbabwe au mois de janvier de cette année. De ces quelques estimations minimales certaines dépassent déjà les deux tiers du budget national. Mais cet effort pèse aussi sur les ressources des autres pays et des autres acteurs engagés.

2.2. Mécanismes de financement de la guerre dans le camp de Kabila

Puisque le président Kabila contrôle ce qui reste de l’appareil d’état, c’est par ce biais que la guerre sera financée. Quatre mécanismes sont utilisés. Premièrement, il y a le financement à partir de la planche à billets. Mais comme la plupart des dépenses d’effort de guerre sont en devises, il convient de pouvoir convertir la monnaie nationale en devises. C’est en forçant les détenteurs nationaux de devises de les rendre ou de les faire vendre à des prix réduits. Il s’agit de la politique des taux de change multiples associée à l’interdiction légale de les vendre sur un marché libre de devises, un marché qui s’était informalisé et qui était contrôlé par les cambistes. Concrètement, il s’agit du décret-loi 177 de janvier 1998 qui a réglementé la vente de devises et qui a mis ce second mécanisme en marche. Ensuite, au cours du même mois, le gouvernement a pris des mesures pour mieux contrôler et taxer les productions de matières précieuses en instaurant une “bourse de matières précieuses” et défendant aux étrangers d’exploiter des comptoirs de diamants. Quatrièmement, le gouvernement a fait appel à des dons ou prêts de sources obscures. Enfin, avec les alliés, le gouvernement Kabila a utilisé une panoplie de mécanismes allant du financement hors budget par les pays alliés jusqu’à des accords de troc avec les alliés et des promesses d’exploitation de ressources minières.

2.2.1. Perte d’autonomie de la banque centrale et décret-loi 177

Un des acquis de la première année de Kabila était incontestablement d’avoir jugulé l’hyperinflation qui ravageait socialement et économiquement le pays. Cette hyperinflation était, avec le contrôle indirect des comptoirs de diamants, la dernière source de pillage du régime Mobutu. La taxe à l’inflation et l’imprimerie de “vraie-fausse” monnaie par les amis du feu président Mobutu (Khanafér), était le moyen ultime - à défaut d’une administration capable de percevoir des taxes - d’exploiter le peuple. Ceux qui avaient de l’épargne pouvaient se mettre à l’abri en investissant dans des valeurs refuges. En 1997 le régime Kabila a pu maîtriser l’hyperinflation en

⁸ *The Monitor*, Kampala, 18 October 1998.

réduisant la hausse générale des prix à 5,8% par année⁹. Un véritable exploit grâce à un accroissement de l'autonomie de la Banque Centrale sous la direction de Masangu. Cet exploit a cependant un coût et fut de courte durée.

La stabilité monétaire s'est réalisée grâce au gel de la masse monétaire en 1997 et par un budget gouvernemental en équilibre. Pour réaliser cette prouesse macro-économique, le gouvernement a essayé de faire feu de tout bois en taxant ce qui restait encore à taxer, c'est-à-dire, les entreprises qui fonctionnaient encore. Cette asphyxie du secteur "moderne" a encore réduit le PIB de 6,4 % en 1997. Le mal de l'hyperinflation a été combattu par son contraire: la déflation. Cette rigueur dans la gestion macro-économique était destinée, certes, à impressionner et influencer les bailleurs de fonds internationaux et elle a permis de tracer la voie pour la réforme monétaire du 30 juin 1998. Cette réforme a été un succès parce qu'elle avait été bien préparée et suivie techniquement. Premièrement, les trois zones monétaires ont été unifiées alors qu'elles pratiquaient des taux de change différents et où il y circulaient d'autres coupures de monnaie. Le 30 juin, le nouveau franc congolais a été introduit à un taux de change de 1 franc congolais pour 100.000 Nouveaux Zaïres équivalents à 0,7 USD.

La rigueur macro-économique et l'équilibrage du budget national furent de courte durée. La nouvelle guerre et la politique ont mis fin à cette brève période de gestion macro-économique orthodoxe et à l'autonomie de la Banque Centrale. En effet, la masse monétaire a pratiquement triplé en 1998 et un déficit de 214 millions de fc a creusé le budget national. Les dépenses se chiffraient à 130 % des recettes. Cela explique la montée de l'inflation en 1998 -qui était de 179,5% contre 5,8% en 1997- et la dépréciation de la nouvelle monnaie. Si 1,4 fc s'échangeait contre un USD lors de la réforme monétaire en juin 98, on devait déjà payer le triple¹⁰ au début du mois de janvier 1999 après 6 mois de guerre. Puisque la guerre ne fait pas appel à des productions locales, l'année se solde par une nouvelle croissance négative de -3,5%¹¹. Pour masquer cet appauvrissement continu et surtout pour se procurer des devises à prix réduit, le gouvernement se sert d'un discours nationaliste pour réaliser ce double but. Le dispositif légal se trouve dans le décret-loi 177 relatif au régime des opérations en monnaie nationale et à la dédollarisation de l'économie¹².

Ce décret interdit purement et simplement toute opération en devises sur l'étendue du territoire national. Toute opération de change doit s'effectuer auprès d'une banque ou auprès d'un bureau de change à un taux officiel de 2,4 fc pour un

⁹ BANQUE CENTRALE DU CONGO, *Condensé d'informations statistiques*, 19 février 1999.

¹⁰ Puisqu'un USD s'échangeait déjà contre 4.2 FC sur le marché parallèle.

¹¹ MASANGU, J.-C., *Le potentiel*, Kinshasa, 29 janvier 1999.

¹² THIUNZA-MBIYE, LELO MASSI et MUSUSA, J., "Le décret-loi relatif au régime des opérations en monnaie locale et la dédollarisation de l'économie", *Le Potentiel*, Kinshasa, 22 janvier 1999.

USD, tandis que le taux au marché libre était déjà à 4,2 fc pour un USD. Au même moment, le ministre des finances MawaPanga reconnaissait que le taux officiel était un taux politique (et non économique qui reflétait la réalité) parce qu'il instaurait par le même décret un taux parallèle de 3 fc pour un USD. Au nom de la lutte contre la dollarisation de l'économie nationale et le non respect de la monnaie nationale, le gouvernement peut ainsi acquérir des dollars à des prix réduits.

Pour réaliser cela, il fallait que la Banque Centrale soit d'accord et fasse aussi respecter ces taux de change artificiels par les cambistes de la rue. Pour faire appliquer le décret, le pouvoir a commencé par arrêter en masse les cambistes dans la semaine allant du 11 janvier 99 au 17 janvier 99. Certains militaires kabilistes ont profité de la situation pour dépouiller certains des cambistes "anti-nationalistes". La peur et la contrainte politique l'ont gagné sur la réalité économique. Pendant des semaines, les cambistes officiels (bureaux de change agréés) et d'autres moins officiels ont scrupuleusement suivi le décret, une discipline de la rue qui ne s'était plus vue depuis bien des années.

Un autre obstacle à la réalisation du décret-loi était l'opposition à ce décret du gouverneur de la Banque Centrale Masangu et la répression des cambistes qui s'ensuivait parce qu'elle était irréaliste du point de vue économique. Pour briser cette opposition, le gouverneur et certains de ses collaborateurs, sous prétexte de ne pas avoir exécuté des ordres de paiement destinés à l'état Zimbabwéen (17mio d'USD), ont été arrêtés entre le 14 et le 19 janvier¹³. Ensuite la Banque Centrale a été mise sous tutelle politique. Un comité de gestion de l'administration de la Banque Centrale du Congo a été instauré. Les durs du régime veulent que la Banque suive ce qu'ils estiment être la priorité des priorités, c'est-à-dire, le financement inconditionnel de la guerre. Le comité est composé des ministres du plan (Mulumba), des finances (Mawapanga), du travail (Kanza), du ministre d'Etat attaché à la présidence (M'Poyo) et du directeur de cabinet adjoint de la présidence (Buse).

2.2.2. Essai de contrôle du circuit diamantaire et d'autres matières précieuses (décret-loi n°179)

Le décalage entre les exportations d'or et de diamants répertorié par le Centre National d'Expertise des Substances Minérales Précieuses (CNE), indique le peu de contrôle qu'exerce le gouvernement sur les flux de devises qui devraient pouvoir financer les biens publics ou les efforts de guerre. Le diamant, surtout, revêt une importance stratégique pour le pays puisque l'or ne représente qu'une exportation de

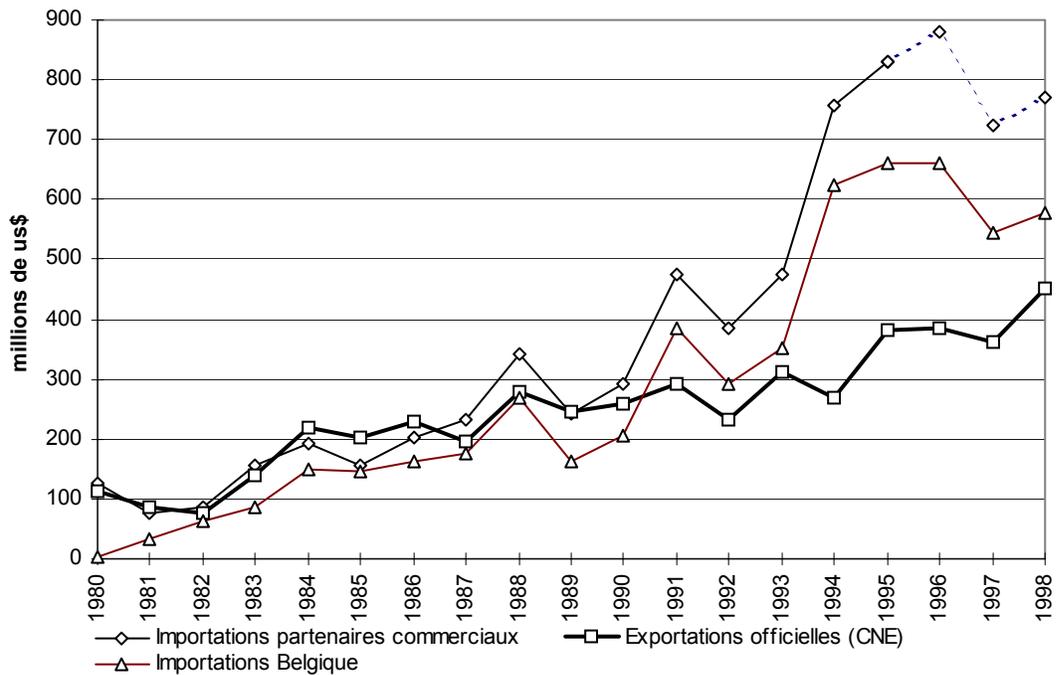
¹³ LEWA, F.-M., "Diamants en fuite", *Jeune Afrique*, Paris, n°1986, 2-8 février 1999, p.98-99.

151 kilos, ou 1,06 millions d'USD en 1998¹⁴. Si l'exportation frauduleuse est prise en compte, elle pourrait être estimée à 6.000 kilos et représenterait donc une perte de devises de 41 millions d'USD. Ce décalage relativement grand entre les exportations officielles et frauduleuses est dû au fait qu'actuellement l'exploitation de l'or se situe dans la région contrôlée par les rebelles/invasion. Mais ce décalage entre exportations officielles et frauduleuses du diamant signifie bien une saignée importante pour le pays en termes de perte de devises et de rentrées fiscales. Les figures 1 et 2. présentent un recoupement de données entre les diamants répertoriés par le CNE et le relevé de données par les pays importateurs de diamants du Congo/Zaïre ou par les pays voisins qui ne sont pas producteurs de diamants.

En 1998, des diamants ont été exportés officiellement pour une valeur de 448 millions d'USD, dont un tiers sont des diamants industriels produits principalement par la MIBA (93 mio d'USD). Les deux tiers consistent donc en diamants de joaillerie qui viennent des provinces du Kasai. Ces 448 millions d'USD représentent environ 60% des exportations totales du Congo. La Banque Centrale estime que les exportations totales de diamants à partir du RDC se chiffrent à 750 mio d'USD¹⁵. A partir des différents recoupements statistiques, des exportations de diamants estimées à 1.200 millions d'USD minimum proviennent (ou passent) par le Congo/Kinshasa (voir figure 1 et 2). La répartition des diamants en provenance de l'Angola ou de la RDC n'est pas précisée ni dans les statistiques de la BCC sur les exportations frauduleuses ni dans les statistiques des exportations à partir du Congo-Brazzaville

¹⁴ CENTRE NATIONAL D'EXPERTISE, *Expertises de diamant et or*, Kinshasa, décembre 1998.

¹⁵ BANQUE CENTALE DU CONGO, *op. cit.*

Figure 1: Commerce extérieur du diamant¹⁶

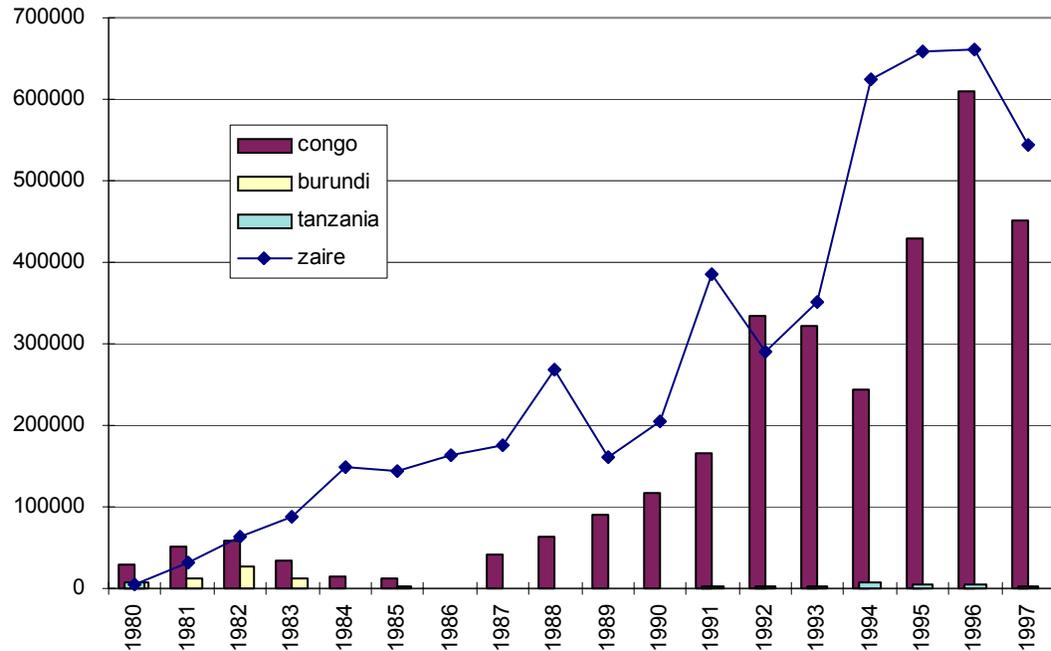
Notez que pour importations partenaires commerciaux il s'agit des estimations!

Un accroissement significatif d'exportations de diamants à partir de 1983 (à partir de la légalisation des *comptoirs d'achat*) est observable à partir de ce graphique, de même qu'un décalage croissant entre les exportations officielles et les données des partenaires commerciaux à partir de 1991 (au début ca. 1/3 est exporté d'une manière frauduleuse à la fin des années 90 et à partir des données d'autres pays exportateurs mais non producteurs de diamants voir figure 2: il apparaît une exportation frauduleuse

¹⁶ Sources: pour les données Zaïroises, voir MBOMA MOYILA, "La commercialisation de diamant dans la république du Zaïre", *Cahiers économiques et sociaux*, vol. XXIV, n°s3-4, p.98; pour les données 1980-90 voir BNZ/BCC, *Bulletin Mensuel*, Kinshasa, différents numéros pour les autres périodes; pour les données sur les partenaires commerciaux et les données d'importations belges voir *UN's World Trade Data Base* and *NBB-Statistical Department* pour les années à partir de 1996; voir aussi DE HERDT, T. (à paraître); *Congo-Zaire: Wealth, well-being and institutional restructuring* (thèse doctorale), Anvers, Centre for Development Studies.

de 2/3). Enfin, même les importations en Belgique à elles seules dépassent les exportations officielles du Zaïre à partir de 1991. L'écart se creuse plus significativement à partir de 1994.

Figure 2: Exportations de diamants de quelques pays africains vers la Belgique (1980-1995)



Sources: UN, *World Trade Database* et Banque Nationale de Belgique-Service Statistique pour les données de 1996-97 et De Herdt, T., *ibidem*.

Il est intéressant d'observer des exportations de diamants à partir du Congo-Brazzaville qui n'est pas producteur de diamants. Vu l'époque et étant donné le pays d'exportation, il s'agit d'exportations frauduleuses en connivence avec le régime Mobutu. Cette fraude a diminué en importance lors de la légalisation de l'exploitation artisanale en 1983-6. L'écart entre exportation officielle et frauduleuse à partir de 1991, est reflétée au début dans les exportations zairoises mais, plus tard, apparaît dans les exportations congolaises de Brazzaville. En 1996, le total des exportations atteint un montant record de 1.300 million USD. Cette figure doit être comparé au

- *total* d'exportations enregistrées par la CNE: 600 millions USD in 1996;
- *total* d'exportations en 1983-89, variant entre 10-12 milliards d'USD;
- *total* d'exportations enregistrées par les partenaires commerciaux: environ 1.500 millions d'USD. Ce dernier chiffre pourrait contenir des diamants angolais vendus par la filière Kinshasa /Brazzaville.

Il est également intéressant de remarquer que l'année 1998 n'est que partiellement reflétée dans les figures 1 et 2 qui se basent sur les dernières données de la CNE, il est très probable que le Congo/Brazzaville sera partiellement remplacé par le Rwanda et l'Ouganda. En effet, de plus en plus de comptoirs s'ouvrent à Kigali et à Kampala: même de Beers a ouvert un comptoir de diamant à Kigali. Cela s'explique par le fait que la région de Kisanganyi est de plus en plus productrice de diamants et cette région est actuellement contrôlée par les forces rebelles/d'invasion.

L'importance et la signification du contrôle du trafic de diamant est cruciale pour cette guerre. Le diamant peut être creusé artisanalement sans beaucoup d'investissement en capital fixe. Ensuite, la relation coût de transport/valeur du diamant est très faible. Ces deux caractéristiques font du commerce du diamant l'un des seuls domaines de l'économie où la stabilité de l'environnement n'est pas nécessaire pour l'exploitation et la vente de diamants. Au contraire l'instabilité et la guerre permettent l'enrichissement personnel et anonyme et, donc, est à la fois une base matérielle et une motivation personnelle d'enrichissement qui incitent à continuer une guerre et qui est, peut-être, une des causes de l'enlèvement actuel de cette guerre.

Vu l'importance stratégique du diamant, il est bien compréhensible que le gouvernement Kabila tienne à tout prix à ne pas laisser le Kasai Occidental aux mains des forces rebelles/invasion et à contrôler le trafic du diamant. Pour réaliser ce dernier objectif, le gouvernement a pris différentes dispositions légales.

En effet, le décret-loi n°179 du 9 janvier 1999 autorise le gouvernement à créer une société par actions à responsabilité limitée appelée "Bourse Congolaise des Matières Précieuses". Cette société est dirigée par deux personnes, Rami Golan et Michel Abib-Bol. Rami Golan, ancien partenaire de Mobutu, avait essayé, en vain déjà, de créer un "Service d'achat de substances minérales précieuses (Sasmip)", un service public mort-né qui a échoué en septembre 1998. Après sa note convainquante aux durs du régime que la plupart des diamants échappent au contrôle de l'état, il a su ressusciter ce service avec un autre nom et comme entreprise privée. Avec 10 millions d'USD de capital dont il détient 60% et l'état 40%, ils permettent aux opérateurs privés (comptoirs) de vendre à des taux préférentiels moyennant le virement d'une caution de 3 millions sur un compte en banque...en Suisse. Ensuite, quelques jours après la création de cette entreprise, le gouvernement a décrété que les comptoirs de diamants des "étrangers" au Kasai doivent fermer leurs portes et que seuls les comptoirs d'achat

de diamants congolais seraient agréés. Cette mesure a été fortement critiquée non seulement par les étrangers mais, surtout, par les employés et les vendeurs de diamants congolais qui étaient beaucoup moins assurés de recevoir le prix qui leur était dû.

En tout état de cause, les comptoirs doivent maintenant obligatoirement “passer” par le biais de cette bourse qui n’est rien d’autre qu’un essai par le gouvernement de contrôler le trafic de diamant et le “taxer” le plus possible. Si le but est bien justifié - qu’un pays essaie d’obtenir le plus de valeur ajoutée de ses richesses nationales- les moyens utilisés pour réaliser cet objectif semblent douteux. Au Congo, chaque fois que le gouvernement voulait s’imposer de manière autoritaire pour contrôler ce trafic, sans la coopération et le consensus des parties concernés, cela a toujours échoué. Cela s’explique par les caractéristiques inhérentes à ce secteur où la fraude peut facilement être organisée et donc sans consensus du secteur, l’échec est plus que probable. De surcroît, en essayant d’évincer les comptoirs étrangers, le régime Kabila s’enfoncé une nouvelle fois dans un nationalisme mal compris qui alimentera les soupçons d’inconsistance dans la gestion économique. Ainsi, il accroît la méfiance de la communauté internationale. Le problème n’est pas la propriété des comptoirs, puisque ce n’est pas la nationalité du propriétaire qui détermine le trafic frauduleux, mais bien l’incompétence de gérer les richesses nationales.

2.2.3. Contrats, dons et prêts sous Kabila

D’autres sources de financement de la guerre sont évidemment les dons et les prêts qu’un régime peut attirer. Un des différends avec le gouverneur de la Banque Centrale était le refus de ce dernier, au début de cette année, de donner la caution de la BCC à des “contrats” de troc et d’octroi de crédits passés avec deux firmes peu connues. L’une proviendrait d’Arabie Saoudite et l’autre de l’Argentine. Il s’agirait de contrats portants sur des montants de près de 3 milliards d’USD! Ce sont des sommes énormes dans le cas du Congo au regard de la capacité de remboursement du régime actuel. Avec 300 millions de dollars comme budget national, c’est-à-dire à peine 10% de ce montant, comment et qui va repayer. Pour donner une autre comparaison, 3 milliards d’USD augmenterait d’un coup la dette internationale du Congo de 25%. Mobutu a mis dix ans pour contracter une telle dette. Le régime Kabila, contraint par la guerre, le fait en une année. Cela veut dire que les bailleurs de ces fonds prennent un très grand risque ou ne peuvent pas utiliser cet argent ailleurs. Dans cette hypothèse, il s’agirait d’une opération de blanchiment d’argent. De toute façon, la presse Kinoise faisait état d’achat de 200 vedettes (bateaux militaires) et de MIG 23¹⁷. Comme les

¹⁷ *La Référence plus*, Kinshasa, 22 janvier 1999, pp.1 et 8.

termes de ces contrats ne sont pas connus, il est difficile de calculer les coûts, mais ils devront être payés. Même en cas de victoire militaire, la victoire sera très amère pour la population qui va le payer sous forme d'inflation et de dégradation des conditions de vie. Vu les montants énormes, il faudrait tenter d'obtenir confirmation de ces données.

D'autres sources encore de revenus et de financement de la guerre sont les contrats octroyés dans le secteur minier.

3. MOBILES, COÛTS ET FINANCEMENT DE L'INVASION/REBELLION

Bien que la période depuis le début de la guerre soit encore trop brève pour obtenir des données fiables sur les sources et montants de financement de la rébellion/invasion, il est néanmoins possible d'esquisser les mécanismes de ce financement.

Pour la rébellion, le financement se fait essentiellement par trois axes. En premier lieu il y aurait les contributions des adversaires de Kabila, dont les anciens mobutistes et ceux qui ont été limogés la première année du régime. Ainsi, selon des sources non-confirmées à Kinshasa, Kengo Wa Dondo aurait versé 30 millions d'USD, Seti Yale 25 millions d'USD, Miko Rwakayitare 6 millions, Bizima Karaha et Bugera chacun 2 millions, Baramoto 3 millions, etc. Ainsi, les opposants internes auraient mobilisé 124 millions d'USD en tout. Bien que ces chiffres doivent être traités avec beaucoup de réserves, il est certain qu'il doit y avoir un fonds de "capital initial".

Une seconde source est le "paiement" des soldats par le mécanisme bien connu de tracasseries et pillages divers de la population.

Enfin, la source de loin la plus importante doit être le recours aux richesses minières rapidement mobilisables dans la région sous contrôle. Cette source essentiellement le contrôle de l'or et du diamant, doit être "partagée" entre les rebelles et les forces d'invasion. En ce qui concerne l'or, le Centre National d'Expertise ne rapporte que 151 kilos pour l'année 1998. La production officielle dans les années de la transition variaient entre 1.000 et 3.000 kilos¹⁸ mais la production totale peut être estimée entre 5.000 kilos et 6.000 kilos. Cela veut dire que les rebelles et troupes d'invasion peuvent au maximum imposer un chiffre d'affaires de 42 millions d'USD. En comparant avec le coût de l'intervention (voir tableau 1) il ne faut donc pas trop surestimer ces ressources. Cette guerre permet cependant un enrichissement individuel important pour ceux qui contrôlent militairement cette région, mais le coût est supporté soit par les budgets nationaux soit indirectement par des budgets d'aide. Cela paraît entre autre être le cas du général-major Salim Saleh, beau-frère du président

¹⁸ BANQUE CENTALE DU CONGO, *op. cit.*, n° 3, 1999, p.3.

Museveni¹⁹. En ce qui concerne les diamants les estimations sont impossibles à faire. Bien que la région de Kisangani soit une région où la découverte de diamants est assez récente et que De Beers ait ouvert un comptoir d'achat de diamants à Kigali, l'ampleur du commerce de diamant dans la région contrôlé par les rebelles reste cependant un secret bien gardé. Il est à noter que Anglo American, par le biais de De Beers, a bien diversifié son "portefeuille politique" en matière de diamants. Du côté de Kabila avec SEDICO ils ont le comptoir le plus important non en caratage mais en valeur avec 15% du chiffre d'affaires de tous les comptoirs agréés et l'équivalent du côté rebelles/invasion avec le comptoir le plus important à Kigali.

En ce qui concerne le financement des troupes ougandaises et rwandaises, le mécanisme le plus important sont les dépenses militaires reflétées dans le budget national et l'utilisation de ressources hors-budget par le biais de fongibilité de dépenses gouvernementales et donc aussi de l'aide. Pour l'Ouganda, le ministère des finances estime que le budget de dépenses militaires atteindrait un seuil déjà considérable de 150 millions d'USD à 350 millions d'USD. Cela représenterait entre un quart et la moitié du budget national ! Pour le Rwanda l'effort de guerre est largement financé par le budget des dépenses militaires qui, depuis la prise de pouvoir de l'FPR, oscille autour de 50 % des dépenses courantes du budget national. D'autres dépenses hors-budget sont probables mais inconnues. En tout état de cause, puisque l'aide internationale représente 51,2% du revenu national²⁰ et que le risque de fongibilité des ressources est très grand dans le contexte exceptionnel de l'après génocide, il n'est pas exagéré de dire que la guerre est financée en partie par les bailleurs de fonds internationaux.

Il faut toujours distinguer dans le domaine des intentions entre en ce qui est énoncé et le non-dit. Ceci est d'autant plus vrai quand il s'agit d'acteurs politiques puisque des considérations très diverses peuvent expliquer le décalage entre le discours officiel et les intentions et mobiles véritables. Toute analyse qui fait donc un procès d'intention sera forcément en partie spéculative. Après avoir nié pendant des mois l'intervention militaire, l'Ouganda et le Rwanda optent pour un discours officiel sur la nécessité d'intervention militaire. Elle a été énoncée dans une conférence de presse conjointe de Kagame et de Museveni le 6 octobre, et réitérée lors d'une réunion officielle le 14 octobre 1998²¹. «*La présence militaire de l'Ouganda et du Rwanda en RCD est basé sur les intérêts légitimes de sécurité de nos frontières et la détermination de prévenir le génocide*». Dans un article critique paru à Kampala, le journaliste Fideri

¹⁹ *The Monitor*, Kampala, 1 September 1998.

²⁰ Seuls la Guinée Bissau et le Sao-Tomé sont encore plus tributaires de l'aide internationale. Voir *Jeune Afrique*, Paris, n°1986, 2-8 février 1999, p.79.

²¹ "Museveni, Kagame met top army officials", *The Monitor*, Kampala, 15 October 1998, p.2.

constate que les deux hommes forts ont en commun un certain sens d'humour morbide. Il se demande pourquoi l'Ouganda a besoin de tracer un "couloir de sécurité" de 1.250 km et même au-delà de Kisangani pour sécuriser les frontières Ougandaises? Et le motif de prévenir un autre génocide lui fait demander qui a tué qui au Kivu et dans les forêts du Maniéma et de l'équateur lors de la première guerre de libération lorsqu'ils ont appuyé Kabila²².

La réunion du 14 octobre était cependant intéressante parce que révélatrice d'autres mobiles et de motifs non-dits. En effet, les deux hommes forts devaient se concerter parce qu'ils devaient résoudre le problème d'allégations de fraude et d'enrichissement par les chefs militaires de l'UPDF (armée Ougandaise) faite dans la presse FPR. Cet article²³ était lui-même une réaction à un article paru plus tôt dans la presse Ougandaise sur «*l'arrogance, l'indiscipline et l'enrichissement*» des officiers de l'armée rwandaise. Plus détaillé que l'article ougandais, le journaliste rwandais anonyme avait trempé sa plume dans le vitriol. Non seulement le frère du président Museveni et chef d'état-major de l'armée ougandaise, Général Salim Saleh, était mis en cause, mais aussi le cousin de la "first Lady" et chef militaire des opérations ougandaises en RDC, Kazini aurait des mérites peu militaires. Le journaliste écrit: «*It is evident that the anti-RPA rhetoric...was the handiwork of Salim Saleh and Kazini who are clearly frustrated by those they perceive to be blocking their plunder operations in the Congo*". Il révèle même que "l'accident" mortel d'hélicoptère du colonel Mwebaze, deuxième militaire ougandais en commandement en RDC, "died on a gold mission in the company of a murky international gold and money laundering syndicate...».

Si les amis et alliés s'accusent mutuellement d'opérations peu militaires mais onéreuses pour certains gens haut-placés des deux armées, il se pourrait que les mobiles de guerre dépassent bien les soucis des sécuriser leurs frontières. En tout cas l'or et le diamant serait une explication pour laquelle l'Ouganda pénètre tellement loin dans le territoire et pourquoi il y a une dispute de "compétences" militaires pour le contrôle de Kisangani.

4. MOBILES, COÛTS ET FINANCEMENT DES ALLIÉS DE KABILA

Le Zimbabwe a engagé le plus en termes de troupes. Selon le gouvernement Zimbabwéen, le nombre de soldats zimbabwéens tués dans cette guerre serait de 8

²² KIRUNGI FIDERI; "DR Congo: Who is Museveni kidding?", *The Monitor*, Kampala, 6 October 1998.

²³ A RETIRED NRA/RPA OFFICER, "Is UPDF inferior to Rwandese army", *The New Times*, Kigali, 12-18 October 1998.

soldats et 16 autres capturés²⁴. Ce chiffre est contesté par le chef des rebelles, Wamba Dia Wamba, qui parle de 45 soldats zimbabwéens tués lors des batailles. L'engagement du Zimbabwe peut surprendre avec 8.500 soldats qui se battent maintenant aussi à l'Est surtout pour la défense de Lubumbashi et de Mbuyi-Mayi, les deux centres miniers clés de la RDC. A l'encontre de l'Angola, le Zimbabwe ne peut pas invoquer des raisons de sécurité nationale puisque le pays n'a aucune frontière avec aucune des nations belligérentes. Pourquoi alors cette intervention?

Les raisons évoqués par Mugabe sont double. D'abord la RDCongo est membre du SADC (l'union économique de l'Afrique Australe) et, selon l'article 2 de l'acte constitutive, un état membre qui est attaqué peut solliciter l'aide militaire du SADC. Puisque Mugabe en était le président du conseil de sécurité, il devait réagir. Pour cela, il n'avait pas besoin de demander la permission de son parlement, ce qui a été gravement critiqué à l'intérieur du Zimbabwe. Constitutionnellement, Mugabe dispose du droit de décision d'intervenir militairement sans le consentement du parlement, mais une autre chose est de savoir si cela a été sage de point de vue politique. Une deuxième raison invoquée était que les frontières africaines ne pouvaient pas être mises à l'épreuve chaque fois qu'un groupe armé voulait en décider autrement, profitant de la faiblesse militaire d'un pays en reconstruction. Cette raison trouvait partiellement un appui populaire dans les rues de Harare.

Cependant d'autres raisons ont été évoquées en faveur d'une intervention militaire. D'abord les intérêts économiques nationaux et la compétition économique avec le frère régional, l'Afrique du Sud. En effet, le président Mugabe et d'autres commentateurs en faveur d'une intervention, rappelaient que le Zimbabwe a bien fait un effort militaire pour libérer le Mozambique des rebelles qui mettaient en cause le régime légitime mais que ce sont surtout les Sud-Africains qui ont récolté les fruits économiques de cette aide. Cette raison explique peut-être pourquoi Rautenbach, de la firme zimbabwéenne Richpoint a été mis à la tête d'une joint-venture avec la Gécamines pour le traitement des déchets et scories de la mine de Likasi pour en extraire le cobalt. Comme ils produisent déjà maintenant 150 tonnes par mois, cela représente une valeur mensuelle de 6 millions d'USD. Ce marché est certainement l'un des éléments des "accords de paiement" de la part de la RDCongo pour l'intervention militaire du Zimbabwe.

Lors d'une rencontre avec le FMI le ministre des finances Murerwa, a dû expliquer comment le Zimbabwe finançait son intervention. Puisque le Fonds ne trouvait pas de traces dans le budget national pour une aventure qui coûtait au Zimbabwe 1 million d'USD par jour, il lui demandait des explications. Apparemment

²⁴ *Financial Gazette*, Harare, 17 December 1998, p.3.

le gouvernement Zimbabwéen a pu convaincre le FMI après une rencontre dont le contenu n'a pas été diffusé.²⁵ Le recouplement des données peut cependant confirmer que l'effort de guerre est surtout supporté par la RDCongo. En effet, Kabila effectua un paiement de 17 millions d'USD au mois de janvier. Ce montant a d'abord été refusé par Masangu, le gouverneur de la Banque Centrale du Congo, mais après une période de réflexion en prison, il y a consenti. Il est évident que le "paiement" par le biais de l'octroi d'exploitation de la mine de Likasi fait partie du paquet. Un troisième élément concerne le contrat de 53 millions d'USD payés par Kabila pour la fourniture de biens liés à la guerre par la Zimbabwe Defence Industries. Enfin, il y a des contrats de commerce entre le Zimbabwe et le Congo de quelques 66,4 millions d'USD dans lesquels certaines livraisons de la ZDI sont déjà incluses. Même si tous ces éléments sont comptés comme du profit net pour le Zimbabwe, ses seuls intérêts économiques nationaux ne peuvent pas expliquer cette intervention, puisque le coût est estimé à 1 million d'USD par jour. L'intervention coûterait donc plus qu'elle ne rapporte aux intérêts économiques nationaux.

Si ce ne sont pas les intérêts nationaux qui expliquent l'intervention alors que serait-ce? D'aucuns parlent de favoritisme et d'enrichissement personnel dans l'entourage du président Mugabe. Le Wall Street Journal a fait écho de ces rumeurs qui courent à Harare dans son édition du 16 octobre 1998²⁶. C'est surtout par le biais d'entreprises publiques interconnectées que des affaires se réalisent. Ainsi, T.Gara, un cousin de Mugabe, et vice-ministre des affaires intérieures, est engagé dans des affaires au Congo par le biais de son entreprise Negondo. Le général major des forces armées zimbabwéennes au Congo, Vitalis Zvinavashe est aussi le chef d'entreprise de transport qui, par hasard, transporte les marchandises vendues au Congo par l'entreprise nationale Zimbabwe Defence Industries. Le frère du général dirige une firme de commerce international, appelé Swift, qui a pu décrocher un ordre de vente de marchandises de 10 millions d'USD avec la RDC. L'accord d'exploitation du cobalt de la mine de Likasi pour le compte de la firme Richpoint a été négocié par le ministre de justice Mnangagwa.

Il est clair que le Zimbabwe, par entreprises publiques interposées, essaie de se créer un marché au Congo. Il est clair aussi que des personnes proches du régime semblent profiter de l'occasion. Il semble aussi que les mobiles et motifs d'intervention de la part du Zimbabwe dépassent le discours officiel et sont probablement un enchevêtrement de convictions, amitiés, alliances, recherche

²⁵ MUTSANKANI, A., "Government names Congo war donors as IMF steps up demands", *The Financial Gazette*, Harare, 7 January 1999.

²⁶ "Congo crisis: how many dollars is Mugabe's involvement worth?", *Wall Street Journal*, article repris par *Sunday Vision*, Kampala, 17 October 1998, p.8.

d'enrichissement personnel, etc. Par exemple, bien que la Namibie soit beaucoup moins engagée dans l'aventure de la guerre, ce sont là plutôt les relations personnelles de longue date, entre les présidents Nujoma et Mugabe, qui ont été décisives. Dans la même veine, l'aide du Tchad pour Kabila a été le résultat des relations personnelles entre Kabila et Khaddafi. C'est ce dernier qui semble financer l'intervention du Tchad. Ainsi en filigrane et, bien que la guerre soit largement une guerre où "l'occident a été absent et qui est entièrement une affaire entre africains", les intérêts géo-politiques ne sont pas tout à fait absents. En effet, si l'axe Kabila, Khaddafi, Soudan se soude il est possible et probable que les Etats-Unis aient une raison de soutenir en sourdine l'axe Kagamé, Museveni.

5. GÉO-POLITIQUE ET LA PREMIÈRE GUERRE AFRICAINE INTERNATIONALE

Le débat sur le rôle de la communauté internationale dans cette première guerre internationale africaine repose sur deux thèses radicalement opposées. La première serait celle du désengagement radical de l'Occident et le peu d'intérêt et de poids politique et économique que représente l'Afrique. En effet, l'Afrique Sub-Saharienne voyait sa part du commerce mondial baisser de 3% à 1,5% en cette fin du quart de siècle. De même, les investissements étrangers directs dans le continent choisissent d'autres horizons. Ainsi, la part de l'Afrique dans ces investissements allant aux pays à revenus bas est tombée de 45 % à 5 % durant la même période²⁷. Les raisons invoquées de ce désengagement sont le climat d'incertitude dans tous les domaines et le peu de rentabilité due à ces conditions peu propices à la bonne marche des affaires. Ce désengagement expliquerait un certain vide d'intérêts de la part d'anciens pouvoirs hégémoniques dans lequel peuvent s'investir les intérêts émergents africains. Ces intérêts sont potentiellement conflictuels puisque le résultat d'une concurrence pour les ressources du continent. Ces ressources peuvent être mieux maîtrisées par les africains eux-mêmes qui peuvent mieux opérer dans les conditions qu'ils connaissent et qui sont le champ d'apprentissage pour l'entrée dans la mondialisation.

La thèse opposée est celle d'un complot international d'intérêts politico-économiques par régimes africains interposés pour camoufler le deuxième pillage du continent africain. Cette thèse est propagée par la revue *Executive Intelligence Review* éditée par la fondation politique Lyndon H. Larouche. Avec des titres suggestifs comme "*Africa: looting for Bush, Inc*" et "*The British royal family at work: mass death in Rwanda*" et certaines données vérifiables sur des liens personnels entre des

²⁷ MARYSSE, S., *op. cit.*, p.218-219.

compagnies multinationales et des personnes influentes, elle trouve écho dans plusieurs commentaires et certains ouvrages²⁸. Le rôle joué par l'ancien président Bush dans l'ascension fulgurante de Barrick Gold Cy - actuellement deuxième entreprise de production d'or, dans laquelle il est un conseiller principal - est souvent cité à l'appui de cette thèse. Ensuite, des liens plus obscurs entre d'une part, des multinationales comme Barrick et Anglo American, omniprésentes dans l'exploitation des richesses minières en Afrique, et, d'autre part, la maison royale d'Angleterre et des organisations de couverture comme le WWF et autres. Ces thèses, certes dans leur forme de complot international guidé par une entité obscure unifiante d'intérêts très divergents font un peu trop roman policier. Les multinationales ont souvent des intérêts opposés et ne sont pas toujours en mesure de manipuler des institutions nationales et internationales très diverses pour entrer dans leur logique. Ensuite, cela supposerait que les mobiles et motifs des décideurs dans ses institutions seraient tous uniformes sans aucune forme d'autonomie ni de valeurs divergentes.

Cependant prétendre le contraire et affirmer qu'il n'y a aucune stratégie coordonnée entre décideurs dans les centres décisionnels des multinationales, institutions internationales, bailleurs de fonds et instances nationales africaines, serait aussi faire preuve de naïveté.

Il y a trop d'indices dans ces guerres de libération/rébellion où les différentes stratégies d'acteurs et intérêts s'enchevêtrent, tantôt antagoniques tantôt synergétiques, de telle façon que des alliances se font et se défont. Cependant, une relative constante est l'appui presque inconditionnel de l'USAID et du sous-sécritariat pour l'Afrique de l'administration des Etats-Unis pour l'axe Museveni-Kagame. Le forum que ces deux leaders africains reçoivent aux Etats-Unis et les allégations chaque fois revues sur leur rôle militaire dans la guerre civile au Rwanda puis au Zaïre, puis au Congo n'a même pas dupé la presse ougandaise officielle: «*If it took eight years (1990 - 1998) for Museveni to admit a role in Rwanda and almost two years (November 1996 - 1998) to admit another role in Congo, what guarantees are there that the truth is...being told*»²⁹. Dans tous ces cas, les Etats-Unis ont pour le moins laissé faire tout en ayant connaissance des massacres perpétrés tout au long de ce processus. Si le génocide rwandais n'a peut être pas été prévu, les massacres sur les réfugiés rwandais dans la première guerre de libération ont été perpétrés en connaissance de cause. Ou bien l'administration américaine et ses alliés font preuve

²⁸ Voir par exemple l'ouvrage de NIYIBIZI, C., *Les ressources naturelles de la région des Grands Lacs: objectif stratégique des grandes puissances*, 1997. Cet auteur se présente comme consultant de la Banque Mondiale.

²⁹ TUMUSIIME, J., "Why should Uganda believe Museveni?", *The Monitor*, Kampala, 22 September 1998.

d'une ignorance stupéfiante ou bien des "intérêts et valeurs supérieurs" justifient ces pertes de vies humaine. Sur base de quels calculs cyniques et aides de toute sorte aux régimes amis peuvent-ils être basés?

Dans le domaine idéologique, deux sortes de considérations peuvent être évoquées. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, le cheval de bataille des Etats-Unis a été la défense des droits de l'homme et l'installation de principes démocratiques. Il s'agit de valeurs universelles presque incontestables mais assez flexibles au niveau de leur l'application quand il s'agit de régimes amis. Il est en effet assez difficile de voir appliquer ces règles au Rwanda avec le régime FPR. L'autre raison plus plausible est le choix d'alliés par Kabila et ses discours et pratiques qui ne plaisent pas trop. En effet, en choisissant de trop fraterniser avec Khaddafi il renforce l'axe africain "fondamentalo-islamiste" Libye-Soudan. Comme celui-ci fonctionne comme nouvelle image d'ennemie dans l'après-guerre froide, l'alliance militaire Museveni-Kagame devenait le fer de lance africain de la nouvelle stratégie américaine dans l'époque du "choc des civilisations". Ajoutez à cela un discours de Kabila imprégné d'un nationalisme archéo-marxisant et un comportement incalculable et le cocktail pour geler l'administration américaine est tout fait.

Dans la bonne tradition de discours sur la géo-politique, les raisons et mobiles idéologiques était la feuille de vigne pour couvrir pudiquement les intérêts économiques qui étaient les vrais mobiles de l'immixtion. Cette thèse trouve beaucoup d'échos dans l'imaginaire populaire. Cet imaginaire est nourri à partir du gouffre entre la réalité du quotidien vécu d'appauvrissement continu d'une part, et le discours sur le "scandale géologique" ou le "regorgement des ressources minières" en territoire de la RDCongo, d'autre part. Or, ces intérêts sont loin d'être homogènes, ni le résultat d'un complot global, mais la toile de fond d'enjeux parfois tacites des différents acteurs dans cette guerre. C'est la structure et caractéristiques de ces intérêts particuliers et multiples qui, à notre avis, détermine en partie le déroulement de cette guerre. Ainsi on a vu que les troupes rebelles/invasion se disputent le contrôle ou le partage du butin de guerre. Les caractéristiques du diamant -production artisanale, relation valeur /coût de transport bas)- en font un champ de prédilection d'enjeux locaux et nationaux pour qui la guerre et la continuation ne perturbe pas les revenus, au contraire. Cela vaut aussi en partie pour les alliés de Kabila, moins pour l'Angola, plus pour le Zimbabwe. Ce dernier escompte certainement les retombées économiques de cette intervention et la facture sera en grande partie payée par la (population de la) RDCongo.

Le revers de la thèse de l'autre Afrique se vérifie-t-il, ou encore, les acteurs africains sont-ils non seulement devenus les maîtres de leur destin politique mais aussi la cause de leurs divisions dans la concurrence pour les richesses régionales? Si je souscris en grande partie à cette hypothèse, cela ne veut pas dire que le jeu des intérêts

économiques internationaux soit entièrement absent. La mondialisation, et donc la compétition internationale, peuvent jouer un rôle dans le financement des efforts de guerre dans deux domaines: la bataille du contrôle du secteur minier et les supposées réserves massives de pétrole à l’Est du pays.

La compétition dans le secteur minier mondial oppose des entreprises (minors) plus aventurières mais moins compétentes aux “majors” du secteur. Les premières sont à la recherche de profits en bourse et essaient d’arracher des concessions minières aux parties belligérantes pour les vendre à profit plus tard aux entreprises qui ont plus de compétences dans la production. Les secondes prennent moins de risques spéculatifs et restent plus à l’écart, suivant attentivement les mouvements. Bien que la nationalité de ces multinationales soit de moins en moins importante, il s’agit surtout de multinationales sud-africaines et canado-australiennes qui dominent la scène minière mondiale.

Quand la compétition autour de contrats de concessions minières de cuivre, cobalt, etc. est bien réelle, celle autour du pétrole serait plutôt d’ordre très potentiel. Certains auteurs ont suggéré que la contradiction entre Museveni, Kagame d’une part, et Kabila, Libye et Soudan, d’autre part, serait moins idéologique qu’économique. Cela s’expliquerait par des réserves de pétrole tout au long du Graben (Grand Rift) à cheval sur les frontières des cinq pays. D’un côté, la RDCongo et, de l’autre, la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, mais surtout l’Ouganda et le Soudan. L’incapacité de l’état congolais d’organiser et de sécuriser ses frontières aurait amené les Etats-Unis à favoriser des régimes capables de mieux “gérer” le territoire et donc d’ouvrir la perspective d’une partition possible de l’immense et ingouvernable Congo. Cette hypothèse, bien que plausible, est basée sur peu de données fiables. D’abord qu’en est-il de ces fameuses réserves? Sur la carte des réserves pétrolières africaines, il n’existent pas de traces de réserves gigantesques pour confirmer la fameuse hypothèse géo-politique³⁰. Alors s’agit-il d’un mythe ou d’un secret bien gardé? Le vice-ministre de l’énergie dans le gouvernement Kabila, Banyaku, confirme dans une note technique l’existence³¹ de deux nappes de pétrole en dehors de celles connues du Littoral ou du Bassin côtier.

Il y a d’abord le *Graben* qui s’étend le long de la frontière orientale de la RDCongo avec l’Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la Zambie. La partie congolaise des gisements couvre une superficie de 38.000 km², supérieure à celle de la Belgique, mais dont la moitié se situe sous les eaux des Lacs Mobutu, Edward et

³⁰ *Mining Journal*, 1998.

³¹ MINISTERE DE L’ENERGIE, “*De la situation géographique des gisements pétroliers au Zaïre. Note technique*”, Kinshasa, 1998. Dans l’annexe 1, une carte avec les zones de gisements nord du Graben appelé “Graben Albertine” illustre l’étendue de ces gisements.

Tanganyaka. Le gouvernement zairois et les entreprises Amoco et Pétro-Fina ont signé une convention pour l'exploitation de la partie sud du Graben le 30 mai 1987. Cependant, les deux entreprises se sont retirées en novembre 1990. Les raisons officielles étaient les coûts élevés de l'opération et les difficultés logistiques. Il s'agit en effet de gisements de bonne qualité mais le site est géologiquement très accidenté, et cela dans un marché mondial où les prix du pétrole brut sont en baisse. Remarquons encore que le gouvernement congolais ne sait pas quel est le volume estimé des réserves. Seul Pétro-Fina dispose des estimations restées confidentielles.

Une nappe encore plus considérable mais de moindre qualité parce plus sulférique se trouve dans la cuvette centrale. En 1988, après deux séminaires de promotion à Londres et à Houston où 38 compagnies pétrolières s'étaient inscrites, le gouvernement zairois a lancé un appel d'offres. Bien que les compagnies aient manifesté leur intérêt en achetant les données et le rapport de promotion, aucune soumission n'a été enregistrée. Ceci est assez significatif peut-être moins pour la qualité du brut que pour le degré de confiance dans le climat d'investissement dans un pays considéré comme ayant des problèmes de gestion.

A l'encontre des acteurs impliqués dans le trafic de diamants qui peuvent opérer dans une situation de guerre, la production minière et pétrolière demande un environnement plus stable, des infrastructures mieux développées et un horizon à relativement long terme. Une guerre ou des régimes prédateurs ne représentent pas un climat favorable au développement d'activités minières et pétrolières. Des exceptions peuvent être faites pour le traitement de déchets et des scories des mines de cuivre qui peuvent encore rapporter à brève échéance mais cette source d'activité et de gains se tarit vite.

Cette différence dans les caractéristiques et la multiplicité des intérêts économiques peut faire douter de la probabilité de la thèse du complot géo-politique par un centre uni-décisionnel en fonction d'intérêts économiques internationaux. La combinaison, l'enchevêtrement, les contradictions d'intérêts économiques et les passions politiques africaines dominent largement la scène. Les multinationales, dont l'appartenance nationale devient floue, savent que les anciennes puissances hésitent de plus en plus à intervenir directement en Afrique. Le climat d'investissement dépend donc entièrement des conditions politiques nationales et régionales africaines. Pour les entreprises multinationales, il reste deux stratégies: soit influencer indirectement les centres de décision internationaux (IFI, bailleurs de fonds, etc.) pour appuyer tel ou tel gouvernement africain ou attendre des jours meilleurs. Cette dernière stratégie est possible dans le cas du pétrole parce que les conditions du marché international s'y prête avec des prix en baisse pour le pétrole brut en baisse. C'est peut-être moins le cas pour la production minière où l'activité et la compétition sont plus intenses. Même

cette stratégie d'attente n'exclut pas une certaine influence et des préférences de la part de la communauté financière internationale. L'exemple de Museveni est illustratif avec les éloges qu'il reçoit internationalement.

6. CONCLUSION

Le titre de cette contribution suggérait deux interprétations et deux issues à cette première guerre africaine internationale: les balbutiements de la renaissance africaine ou la somalisation du conflit.

L'enlèvement actuel de la guerre ferait plutôt pencher vers la pire des situations ç.à.d. une somalisation du conflit. Les apparences, les évolutions sur le terrain et, surtout, le mode de financement de cette guerre par les deux camps antagonistes sont des indices à l'appui de cette thèse.

Côté rébellion/invasion, aucun (ou très peu) appui populaire n'apparaît dans les territoires occupés/libérés. En fait, les troupes "libération bis" contrôlent relativement peu en dehors des pôles stratégiques: les couloirs autour des axes de transport, de ravitaillement et de desserte de "marchandises" sont certes dans les mains des troupes, mais la campagne est un no-mansland dangereux, terrain de groupes dissidents avec une loyauté envers le gouvernement Kabila (Maï-Maï et associés) qui peut être mise en doute et opérant souvent pour leur propre compte. Même en ville, comme dans le cas à Bukavu, le contrôle est très relatif. Les troupes rwandaises se retirent la nuit sur le territoire rwandais pour revenir le jour. Ensuite, certains indices du financement de cette guerre renforcent l'évolution vers un territoire qui pourra de plus en plus être gouverné par des chefs de guerre. Les troupes rwandaises et ougandaises n'y font pas exception.

L'effort de guerre des troupes d'invasion est d'abord en grande partie supporté par leurs budgets nationaux et, indirectement, par l'aide étrangère. Mais, tandis que ce mode de financement pourrait être plutôt une raison de terminer la guerre, d'autres incitations poussent à la guerre (comme, par exemple les enrichissements personnels dont s'accusent mutuellement les chefs des armées ougandaises et rwandaises. En tout cas, le contrôle des gisements et des filières d'or et de diamant serait une raison à la pénétration si profonde en territoire congolais de l'Ouganda et du Rwanda, aux conflits de "compétences" militaires des deux pays pour le contrôle de Kisangani.

L'importance et la signification du contrôle du trafic de diamant (et de l'or) est crucial pour cette guerre. Par ailleurs, l'exploitation de diamant peut être artisanale et ne nécessite pas d'importants investissements en capital fixe, et, enfin, la relation "coût de transport/valeur de diamant" est très faible. Ces caractéristiques font du commerce du diamant (et de l'or) l'un des seuls domaines de l'économie extrêmement rentable

qui ne nécessite pas d'environnement stable. Au contraire, l'instabilité et la guerre offre des voies d'enrichissement personnel et anonyme et donc, offrent à d'aucuns à la fois les bases matérielles et les motivations personnelles d'enrichissement, et donc, des raisons de continuer une guerre, mais aussi, l'une des causes de l'enlisement actuel de cette guerre.

Du côté du gouvernement de Kabila, apparaissent clairement les mécanismes de financement de la guerre et ses bailleurs. S'il est vrai que Kabila a surpris amis et ennemis par le soutien militaire qu'il a pu mobiliser, il n'en reste pas moins vrai que c'est un soutien "gratuit" et que ce sera la population qui paie(ra) la facture de guerre. L'utilisation de la planche à billets pour les dépenses internes et l'inflation est donc l'échec d'une des réussites de ce régime: la réforme monétaire. Pour les dépenses en devises, trois mécanismes se sont mis en place. D'abord, il y a la répression des cambistes et l'utilisation d'un cours de change obligatoire (surévaluation) de la monnaie nationale afin que le gouvernement puisse se procurer les devises à moindre coût. Ensuite, l'installation d'une bourse de matières précieuses et l'instauration d'une sorte de supertaxe sur le trafic des diamants, entre autres, en évinçant les comptoirs d'achat "étrangers". Enfin, payer les factures des alliés par des concessions (minières), contrats de commerce et des prêts de devises par des bailleurs douteux. Si l'effort de guerre est nécessaire en cas d'agression, pourquoi ce gouvernement n'essaie-t-il pas de se rallier le plus possible d'appuis intérieurs en s'ouvrant vers un gouvernement de salut national? Une occasion à côté de laquelle il est passé à deux reprises avec le dernier remaniement du gouvernement (en mars). Le résultat de ces choix est un appauvrissement de la population, sans percée militaire véritable, risque de faire patauger le pays dans un marasme de plus en plus profond.

Cependant, la possibilité existe toujours en Afrique de tourner une page grâce au bon sens et à la volonté de faire passer le bien public avant l'enrichissement personnel et l'avidité du pouvoir. Ainsi, la guerre ne serait que les "balbutiements" ou "les maladies d'enfance" de cette ère où les africains gèrent eux-mêmes d'une manière responsable leurs différends et qui pourrait, à juste titre, être appelée "renaissance africaine". Pour cela, il faudrait au moins trois conditions: des pourparlers et un cessez-le-feu entre les parties, une ouverture politique véritable à l'intérieur de la RDCongo et une solution pour la sécurité des frontières pour l'Ouganda et le Rwanda. Cette dernière condition ne sera pas réalisable sans ouverture démocratique au Rwanda.

Anvers, mars 1999

